

Faire baisser la facture d'électricité des Français

35 min · Les Républicains

Je voudrais vous parler ce matin des propositions, non pas sur l'énergie, parce que j'y reviendrai. Dans la mesure où que ce soit la question de l'énergie ou la question de l'électricité, ce sont des questions un peu techniques et ce sont des questions qui méritent d'être creusées. Donc je vais me contenter aujourd'hui d'exposer une petite vingtaine de mesures sur l'électricité. Mais aujourd'hui, l'électricité, on en comprend mieux d'ailleurs tout l'intérêt au moment où on voit bien que les énergies fossiles, les carburants sont de plus en plus coûteux. Et où on parle notamment d'électrification des usages. Je voudrais d'ailleurs remercier au passage évidemment la presse nationale, mais aussi la presse locale, la PQR, comme on dit, France 3. Je suis un provincial, donc chez moi c'est West France. C'est pas assez clair, mais c'est West France. Mais je sais que je sais l'importance de la PQR dans nos territoires. Un mot pour dire que l'énergie, pas seulement l'électricité, mais est à une société. Ce que le sang est au corps humain. Quand vous regardez l'histoire, vous voyez que les choix de l'énergie a modelé les sociétés. Le 19e et un peu le 20e avec notamment les fossiles, mais surtout le charbon, ensuite le pétrole et de plus en plus l'électricité qui sera l'énergie de demain.

Donc franchement l'électricité, ça n'est pas un bien comme un autre. Vraiment, je voudrais vous le dire. Et ça suppose des choix politiques qui soient en lien avec cette prise de conscience que l'électricité c'est quelque chose de capital tout simplement parce que ça engendre tout le reste. Sans l'électricité, les hôpitaux ne tournent plus, la machine s'arrête. Il n'y a plus d'intelligence artificielle. Il n'y a plus de numérique, il n'y a plus de télécommunications. Il n'y a plus d'industrie, il n'y a plus rien. Donc c'est vraiment un bien hors du commun, mais surtout quelque chose d'absolument stratégique. Vous dire aussi dans ce propos liminaire qu'en France souvent se désole. Mais franchement, si il y a un secteur où on doit redresser la tête, c'est bien celui de l'électricité qui est un énorme atout. Un atout tout simplement parce qu'on a l'électricité au monde la plus décarbonée à 95 %. Je sais, je ne confond pas l'électricité et l'énergie, mais cette place forte sur l'électricité décarbonée en France et dans le monde et en Europe notamment fait qu'en termes d'énergie, je voudrais vous rappeler que 43 % de notre consommation d'énergie est décarbonée en France. La moyenne européenne c'est 30 %. La moyenne mondiale c'est 15 %. Donc on n'a pas de leçons à recevoir. On est les meilleurs, on est parmi les meilleurs. On occupe le haut du podium sur l'énergie, l'électricité

qui est vraiment décarbonée. Vous dire aussi que malgré cet atout, cet atout a failli être gâché par des mauvais choix politiques. Notamment sous François Hollande, puisque vous vous souvenez du malinotage, du deal qu'il y avait eu à l'époque entre Madame Duflot et Madame Aubry, uniquement pour des raisons politiques, qui était un accord préélectoral, présidentiel mais surtout législatif. Et au terme de cet accord, en réalité, c'était l'énergie et l'électricité qui en faisaient l'effraie. Emmanuel Macron a continué. François Hollande avait engagé déjà la voie pour la fermeture de 14 réacteurs.

Emmanuel Macron l'a repris, il a fait pire, puisqu'il a fermé Fessenheim. Deux réacteurs. J'y discutais tout à l'heure avec les techniciens. À EDF, on me disait que Fessenheim passait pour une des centrales les plus sûres de France. Et on l'a fermé. Ce qui fait que quelques années après,

lorsque Poutine attaque l'Ukraine et qu'il y a une envolée incroyable des prix, pourquoi les prix s

'envolent ? Parce qu'il y a trop peu d'offres. Et s'il y avait eu les deux réacteurs de Fessenheim, cet écart entre la demande et l'offre aurait été comblé pour plus des deux tiers.

Vous vous rendez compte ? Comment dirais-je ? La responsabilité. Et c'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut aborder ces questions -là, non pas de l'idéologie, mais avec la science et avec beaucoup de raisons. La conséquence, en réalité, de ces mauvais choix qui ont affaibli, au moins temporairement, notre outil de production d'électricité, c'est l'envolée, bien sûr, l'envolée du prix, des prix. Une énergie, une électricité dont le prix, finalement, en un peu plus de 15 ans, a doublé. C'est ça, concrètement. Et le gouvernement voudrait faire pire avec la PPE3, puisque avec la PPE3, on aurait un renchérissement d'une vingtaine de milliards, quinze à vingt milliards sur la facture. Ça représente à peu près un accroissement de la facture des Français. Vous êtes assis, tenez-vous bien, de trois mois. C'est ça, la facture, concrètement, de la PPE3. Et ça, ça n'est pas admissible. Parce qu'on a des atouts pour mieux faire. Et précisément, ce que je souhaite, moi, c'est renverser ces mauvais choix pour redonner à la France sa puissance énergétique, pour refaire de la France une puissance qui soit rayonnante, avec trois objectifs que je voudrais maintenant vous détailler, avec les mesures sur chacun de ces trois objectifs, faire en sorte qu'on ait une électricité abondante, mais surtout

peu chère. Mon objectif, ce sera de faire gagner, à partir de 2027, sur les quelques années de début du quinquennat, deux mois l'équivalent de deux mois de facture pour les Français. Ça n'est pas rien. L'équivalent, c'est l'engagement que je prends et je le montrerai, de deux mois de facture en moins. Premier objectif. Deuxième objectif, ce sera d'avoir une énergie, une électricité qui sera décarbonée. Parce que personne ne peut nier le réchauffement climatique. Qu'on a besoin de cette décarbonation.

Je vous dirai avec quels moyens je compte m'y prendre. Et enfin, la souveraineté. On ne peut pas dire que l'électricité est quelque chose de fondamental dans une économie, dans une société, et ne pas en tirer les conséquences, précisément en matière d'indépendance nationale, en matière de souveraineté. On l'a vu de façon éclatante avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Et on le voit de la même façon, tout aussi spectaculaire depuis quelques semaines, avec le blocage du détroit d'Hormuz et la guerre en Iran. Donc premier objectif. Comment est-ce qu'on parvient à gagner l'équivalent des deux mois sur une facture d'électricité pour les Français ? Parce qu'aujourd'hui, la précarité énergétique est en train de se répandre au fur et à mesure que l'appauvrissement des Français est en train de croître. Six mesures. Première chose, vous l'aurez compris, j'abrogerai immédiatement la PPE3. Elle n'a pas été votée d'ailleurs. De ces, si à l'Assemblée et au Sénat, on pensait que c'était des choix qui engageaient l'avenir de la Nation, qu'à ce titre -là, la représentation nationale aurait pu en discuter, en débattre et aurait pu voter. Elle n'a pas été votée, très bien. Je l'abrogerai, je la supprimerai, comme je supprimerai non pas les énergies renouvelables, mais les subventions aux énergies renouvelables. Je considère que désormais, elles sont devenues matures et

on ne peut plus dépenser des milliards et des milliards parce qu'on a la dette et le déficit budgétaires et parce qu'on fait de mauvais choix en engageant de l'argent public pour développer ces énergies renouvelables. Donc oui au développement des énergies renouvelables, mais à la condition que ce soit sans subventions. Pourquoi ? Parce que la France est en surcapacité, ce qu'il faut bien comprendre. Ce que peu de gens disent, c'est qu'aujourd'hui, on est en surcapacité d'offres, de production d'électricité.

On a consommé au total, sur l'année 2025, l'équivalent, on compte en terawatt-heure, c'est l'unité, c'est -à-dire 446 terawatt-heure en 2025.

C'est l'équivalent de ce qu'on a consommé au tout début, tout début des années 2000.

Donc ceux qui pensent qu'on a un problème de disponibilité d'énergie, qu'il faut accroître considérablement notre capacité, se trompent. Bien sûr, moi j'espère qu'il y aura de plus en plus d'électrification des usages. On a gagné pratiquement 48 % vous savez d'achat sur les voitures électriques depuis le mois de janvier. Ça c'est une bonne chose. Mais la PPE3 conduirait à avoir l'argent public, notamment avec la subvention des énergies renouvelables, qui nous ferait aller en termes de production d'électricité, bien au-delà de ce que nous avons besoin. Puisque avec les capacités qui sont déjà dans les tuyaux aujourd'hui, qui ont été déjà décidés sur l'ensemble du spectre des technologies renouvelables ou pas, ça nous amène à 2035 à 600 terawatt-heure.

600 terawatt-heure. Alors que l'an dernier on est à 440. 36 terawatt-heure. Il y a un vrai problème, non ? Et tout ça avec beaucoup, beaucoup d'argent public. Moi, ce que je suggère, et je ne sais même pas si on les atteindra, c'est qu'on puisse caréné notre outil de production d'électricité pour qu'on puisse avoir une capacité d'environ 500 terawatt-heure. 500 terawatt-heure, je vous donne un seul exemple, ça voudrait, ça signifierait qu'en 2035, on aurait converti la moitié du parc automobile en voiture électrique. Sur les 40 millions, on en aurait 20 millions. Je vous rappelle qu'aujourd'hui, on en a un million deux. Donc, on a de la marge. Mais il faut être raisonnable. Ça sert à quoi de produire toujours plus ? Alors bien sûr, on exporte. Sauf que vous savez qu'aujourd'hui, on exporte pas... au moment où je vous parle, parce qu'il y a peu de soleil, il y a peu de vent. Mais aujourd'hui, globalement, on exporte notre électricité souvent à un prix inférieur au coût de revient. Ah oui, parce que quand il fait très beau, quand il y a une cloche solaire, quand vous avez beaucoup de vent, bien voilà, vous produisez énormément, énormément. Tout le monde produit parce que souvent, les conditions climatiques sont à peu près similaires, au moins dans cette partie-là de l'Europe. Tout le monde produit et donc le marché s'affaisse. Et on a des prix qui sont des prix parfois qui sont quasiment négatifs. Voilà, c'est d'où la folie de cette PPE3

qui nous amènerait à produire toujours beaucoup plus en subventionnant des technologies qui n'ont plus à l'être aujourd'hui. Je m'expliquerai rapidement. Deuxième mesure, première mesure, j'abolis, je supprime la PPE3 et j'arrête de subventionner les énergies renouvelables qui sont désormais des technologies matures. Deuxième mesure que je propose, c'est de protéger par queue nucléaire des arrêts subis pour pouvoir maximiser sa production.

Pourquoi ? Dans la salle des machines, j'ai encore mieux compris ce que l'on m'avait déjà expliqué, techniquement.

On m'expliquait que désormais, on doit moduler parce que comme on a des énergies, c'est le problème des énergies renouvelables, ce n'est pas qu'elles ne soient pas renouvelables, c'est qu'elles sont intermittentes. Donc, quand on a, par beau temps, quand il y a beaucoup de vent, un afflux d'énergie renouvelable, intermittente, on demande à baisser la puissance des réacteurs. Et il me disait, ceux qui travaillent au quotidien dans cette salle de commande, que désormais, ça pouvait aller jusqu'à ces RTE, donc le réseau, il les appelle en disant attention, il va y avoir un afflux, il faut absolument que dans 20 minutes, vous puissiez vraiment réduire la capacité de production. Vous vous rendez compte, 20 minutes où il faut recalculer quel est le calibrage, par exemple, pour l'aspiration de l'eau dans la scène, pour le rejet, etc. Ils ont des algorithmes, mais ils me disent, nous, il y a un paradoxe parce qu'on essaie d'avoir des procédures de plus en plus robustes. Ces procédures allongent les délais dans lesquels on peut réagir. Et en même temps, avec cet afflux de production sur ces énergies renouvelables, justement, ce délai tente à se réduire. Et le pire, c'est déjà établi, c'est qu'une surmodulation des réacteurs nucléaires, ils ont bien entendu, et jadis, le week-end, il y avait déjà une modulation. Sauf que maintenant, la modulation, c'est plusieurs fois

dans la journée. C'est plusieurs fois dans la journée. C'est pas seulement entre les vacances et le travail, le

week-end et les jours ouvrables. C'est plusieurs fois dans la journée. Eh bien, ça use le matériel et ça renchérit l'ensemble du processus et l'électricité. Donc, ce que je ferai, c'est que j'inscrirai dans la loi, par la loi, par la loi, qu'aucun réacteur nucléaire français ne pourrait être contraint à l'arrêt pour des raisons de marche. Pas pour des raisons de sécurité, évidemment. Mais il est hors de question que l'on puisse à terme endommager l'ensemble du parc nucléaire par ce procédé. Troisième élément, la sobriété.

On peut gagner l'équivalent de plusieurs réacteurs nucléaires à l'avenir parce qu'on a des réseaux intelligents. On a un atout au monde que l'on néglige. On a 35 millions de compteurs intelligents, de compteurs linky. On a des réseaux qui sont intelligents en France, qui ont une couche numérique, qui permettent de piloter. Demain, il faudra l'encourager. Restituer aussi du pouvoir d'achat aux Français. Parce qu'avec une boîte numérique, il y a quelques startups qui commencent à le faire. Vous pourrez programmer lorsque l'hiver, vous partez au travail, vous voulez revenir deux heures avant. Et cette flexibilité encouragera la sobriété.

Et les scientifiques considèrent qu'on peut gagner 6 à 6 gigawatts. Peut-être que c'est que 6, mais ça fait plusieurs réacteurs nucléaires qui seraient économisés par la sobriété, pas par l'efficacité, simplement par la sobriété, par l'économie d'énergie, parce que les Français ont bien vu. Il y a... Le patron total a donné le chiffre il y a quelques heures de 15 %, je crois, en moins de consommation de carburant ces dernières semaines parce que le signal prix a fait que les gens ont plus économisé. C'est la même chose pour l'électricité. Quatrième mesure, je veux garantir

évidemment aux consommateurs et aux industriels parce qu'une électricité bon marché, c'est bon pour le pouvoir d'achat et c'est bon pour la réindustrialisation, pour vraiment la compétitivité. On tient les deux bouts de la chaîne. Et moi, ce que je veux garantir, ce sont des prix stables et prévisibles. Vous souvenez, on avait la Rennes. La Rennes s'est terminée depuis décembre dernier.

La Rennes, c'était grosso modo d'offrir pour très peu chère, 42 ¢, peu importe, l'énergie nucléaire pour les alternatifs. C'est -à-dire pour les sociétés qui veulent distribuer, donc ils ne produisent pas, ils achètent à EDF, ils achetaient très peu chère, 42 ¢, pour revendre ensuite. C'est terminé et c'est très bien. Il y a eu ce qu'on appelle le versement nucléaire universel qui est une autre modalité mais qui, je pense, même si c'est meilleur que la Rennes, n'est pas une très bonne modalité parce que ça ne rend pas les choses prévisibles suffisamment stables. Or, notamment pour l'industrie, mais aussi pour les fournisseurs alternatifs, on a besoin d'avoir un environnement à peu près stable, à peu près maîtrisé. Ce que je proposerais, moi, à la place, certains plus techniques savent que Excelsium c'était des contrats de long terme, mais je proposerais entre les alternatifs, les opérateurs alternatifs et l'opérateur historique, des contrats de long terme. Des contrats de long terme. Ça permet sur une quinzaine d'années, une vingtaine d'années, d'avoir cette prévisibilité, cette stabilité. Moi, je pense que dans le monde dans lequel nous sommes, on voit bien que rien n'est prévisible. Tout est en train de bouger. Si on assure une fourniture d'électricité, d'énergie, qui soit vraiment prévisible à un prix stable, croyez-moi, pour la compétitivité française, et c'est ce qu'on a nous en plus par rapport à nos partenaires européens, je pense notamment

à l'Allemagne, ce sera pour nous quelque chose d'absolument essentiel. Cinquième ou sixième mesure,

je lèverai immédiatement, immédiatement, quand je parlais d'abération, je vous en démontrerai deux. À coût budgétaire nul, les deux freins réglementaires qui, aujourd'hui, pénalisent l'électricité

française. D'abord, les certificats d'énergie, d'économie d'énergie. Cette espèce de surtaxe. Vous la connaissez, vous en entendez parler, j'en parle depuis plusieurs mois. J'observe que d'ailleurs, cette problématique a été reprise par d'autres, et c'est très bien. Ce que moi, je veux, c'est pas annuler les certificats d'énergie, d'économie d'énergie. Je veux simplement sortir l'électricité

du mécanisme des certificats d'économie d'énergie. Parce que les certificats d'économie d'énergie, c'est pour envoyer un signal prix, pour faire contribuer les fournisseurs d'énergie

aux économies d'énergie. Donc, on les taxe, le problème, c'est qu'ils renvoient le truc sur la facture des français. En fait, ce n'est pas les fournisseurs, c'est les consommateurs, c'est vous, c'est les entreprises qui les payent. Mais alors, expliquez-moi le raisonnement de l'État. Parce que d'un côté, l'État dit, il faut impérativement et à marche forcée, électrifier les usages. Et de l'autre, électrifier les usages. Et de l'autre, on taxe l'électricité. Donc, pas qu'on taxe, je ne sais pas, le charbon, le fossile, les carburants, très bien, sur les certificats d'énergie, d'économie d'énergie, très bien. Mais on sort l'électricité. Entre 2026 et 2030, si on sort l'électricité, c'est quasiment 10 milliards. 10 milliards, j'ai déjà, quand je parlais des deux mois, 5 % sur la facture. 5 % sur la facture. C'est ça concrètement. Et c'est un mécanisme stupide si on veut encourager l'électrification. Premier exemple d'abération, deuxième exemple d'abération.

Le DPE. Les passoires thermiques. Vous savez comment ça fonctionne ? Le DPE, donc le diagnostic de performance énergétique. Vous avez un truc aberrant qu'un bureaucrate, un jour, pas qu'un bureaucrate, je pense que... lobbyistes aussi qui en font à l'origine. Vous avez un taux de conversion pour pouvoir

évaluer l'équivalence en termes de passoire énergétique entre un logement, un appartement qui va être chauffé à l'électricité et un autre qui sera chauffé au gaz ou je ne sais quoi, vous avez un taux de conversion, je vous passe les coefficients. Comme par hasard, le taux de conversion avantage les énergies fossiles, notamment le gaz, et désavantage l'électricité. C'est à dire que vous avez en matière de passoire un logement qui en réalité est chauffé au gaz, lui il n'y a pas de problème, il ne sera pas évalué comme une passoire, il pourra être loué par son propriétaire.

Et le logement qui sera lui avec de l'électricité, qui sera pénalisé simplement parce qu'il y a un mode de calcul qui va pénaliser alors que c'est de l'électricité. Et si demain on veut l'équiper par exemple, ça peut être des grille-pains, ça c'est pas efficace, mais si demain on veut l'équiper en pompe à chaleur, il y aura un problème. Ça c'est l'équivalent d'un million et demi de logements qui ont été retirés du

logement. Et c'est ce qui est important pour les Français.

Il faut faire en sorte que l'électricité ne pénalise pas, au contraire, l'électricité. Au total, ce que je propose, c'est l'équivalent de deux mois sur la facture. Et c'est ce que je vous propose. Et c'est ce que je vous propose. Entre le fait de la sortie et de la suppression de la PPE3, la PPE3, si elle est appliquée, c'est l'inverse. C'est trois mois de facture assurant en plus que paieront les Français. Là aujourd'hui, je dis aux Français, la PPE3, ça vous concerne directement dans quelques années, si elle n'est pas abolie, ce sera trois mois de facture supplémentaire pour une électricité dont on n'a pas besoin. Certes, on exportera et on exportera de plus en plus à des taux parfois à des prix qui sont bien inférieurs au coup de revient. On marche sur la tête, un peu de bon sens.

Ça, c'est le premier point, le premier objectif qui est fondamental pour moi, vraiment une énergie, une électricité qui soit bon marché, bon marché pour le pouvoir d'achat et bon marché pour la compétitivité de nos entreprises.

Deuxième objectif, une électricité décarbonée. C'est ce qui est fondamental. La France est déjà le pays en Europe qui a l'électricité la plus décarbonée. Et on a hérité d'un parc nucléaire qui est robuste. La stratégie quand on a cet atout là, c'est de ne pas tout changer. C'est au contraire de conforter précisément les atouts tout simplement parce que en termes d'efficacité écologique, je voudrais simplement redire qu'en termes notamment d'effet de gaz à effet de serre, de CO2 en termes de rejet,

l'éolien rejette trois fois plus que le nucléaire.

Le photovoltaïque, c'est dix fois plus.

Donc il faut se poser vraiment les bonnes questions. Donc aujourd'hui, le choix de la PPE3, c'est de payer toujours plus cher,

une énergie qui sera toujours plus chère, mais qui décarbonera de moins en moins. Si on veut décarboner le plus vite possible, il faut mettre le paquet sur l'énergie nucléaire.

Et première chose, j'inscrirai le parc nucléaire dans une trajectoire non pas à 40 ans. On sait désormais qu'on peut aller au-delà. Les Américains, puisque on a une technologie voisine Westinghouse, les Américains vont aller jusqu'à 80 ans. Eh bien, il faut se préparer pour qu'on puisse prendre progressivement par pas de 10 ans, ce qui va permettre à l'électricité, dont je parlais tout à l'heure, qui est produite par la centrale derrière moi de Nojon, elle sort à peu près à 35 à 40 euros. 35 à 40 euros. Vous vous rendez compte ? Si Fascona, il n'avait pas été fermé. Donc il faut pousser dans des conditions de sécurité, et Dieu sait, sur une autorité de sécurité nucléaire très exigeante, les Américains sont très exigeants et eux ont déjà fait ce choix de 80 ans. Ce que je propose, c'est que ce choix-là, on le fasse. C'est l'objectif qu'on se donne par pas de temps de 10 ans, ce qui permet de maintenir sous contrôle de la sécurité le processus.

Autre point, je confirmerai évidemment, alors ça c'est la bonne partie de la PPE3, il ne faut pas non plus tout rejeter, c'est les six nouveaux EPR2, avec les huit qui devront être ensuite commandés, mais selon évidemment les besoins en termes de consommation, comme je le disais tout à l'heure. Il faut faire en sorte qu'on arrive à faire converger l'offre et puis la demande, et ça c'est fondamental. Ensuite je relancerai la production d'hydroélectricité, là il y a une aberration, là l'Europe nous a totalement encalaminé avec les histoires de concurrence pure et parfaite. Pendant plus de 10 ans, 15 ans, EDF n'a quasiment pas investi parce que l'Europe voulait changer les règles. Quand vous voulez changer les règles, un investisseur, EDF ne savait toujours pas s'il allait continuer à pouvoir être un opérateur hydroélectrique. L'hydroélectricité, c'est une énergie totalement renouvelable, c'est à peu près 12-13 % de la contribution sur l'hydroélectricité. Elle est pilotable grâce aux steps, comme on dit à nos gens. On puise avec des grosses pompes, on les met dans une réserve 300 mètres en amont et ça permet de restituer l'énergie ensuite. Ça c'est

une électricité qui est verte et qui est à la fois renouvelable et pilotable. C'est ce qui est fondamental. D'ailleurs entre nous, je trouve que désormais pour le photovoltaïque notamment, on ne devrait plus installer que du photovoltaïque avec des batteries parce que ça deviendrait pilotable et ça changerait beaucoup beaucoup de choses.

Enfin sur ce deuxième objectif de la décarbonation, je préparerai, j'ai avec moi et à mes côtés un des grands spécialistes des réacteurs à neutrons rapides de 4e génération, c'était le programme Astri.

Emmanuel Macron, sans qu'on sache trop pourquoi, a stoppé en 2018 ou 2019, 2018 sans que ça passe à l'Assemblée, sans que ça passe au Sénat, sans que le Parlement a décidé. On avait à l'

'époque 30 années d'avance en matière de 4e génération. Superphénix a fonctionné. Donc on a fait une recherche fondamentale en chambre. On avait déjà eu un pilote qui avait montré que ça fonctionnait. Et l'intérêt, mais Stéphane pourrait répondre aux questions tout à l'heure, c'est de faire de ce que l'on appelle déchet aujourd'hui, des nouveaux combustibles parce que les stocks d'uranium appauvris que l'on a aujourd'hui représentent plusieurs millénaires d'énergie. La COP28 a donné ces chiffres. La COP28 a dit qu'il y aura un triplement des capacités nucléaires à horizon 2050. Donc le mouvement vers le nucléaire, il n'est pas uniquement français, il est mondial. Triplement, ce n'est pas Bruno Rotaio qui le dit, c'est la COP28. Et qu'il y aura peut-être un épuisement, c'est plus aléatoire, en 2050. Complicé parce que c'est ce qu'on a dit pour le pétrole. Quand je faisais mes études, on savait qu'avant le 21e siècle, il y aurait un épuisement. Peu importe. Mais ça veut bien dire quand même que la technologie est à notre nom rapide, qu'il peut faire en sorte qu'on soit dans une économie

circulaire. Eh bien, c'est vertueux et il faut absolument le faire. D'ailleurs, j'observe qu'on avait donc beaucoup, beaucoup d'avances, 30 ou 40 ans d'avances mondiales et désormais, que ce soit la Chine, la Russie, le Japon, l'Inde, etc. avance. Et donc, il faut vraiment remettre cette technologie comme une technologie d'avenir et pouvoir avoir un premier réacteur en exploitation en 45. En 2045, c'est totalement possible compte tenu de l'avance, mais on a déjà perdu beaucoup, beaucoup de temps. Deuxième objectif, donc je vous en parlais, c'est l'objectif de la décarbonation. Le dernier objectif, qui est un objectif fondamental pour moi, c'est la souveraineté. C'est la garantie de notre indépendance pour la nation, pour les Français, avec trois mesures.

Bon, je disais que l'électricité, c'est quand même le socle de notre puissance, y compris économique. Première mesure, je défendrai notre souveraineté énergétique vis-à-vis. Alors certes, Bruxelles commence à faire machine arrière. La déclaration de madame von der Leyen d'il y a quelques semaines où elle a avoué que sur le nucléaire l'Europe s'était trompée, c'est une bonne déclaration. Mais il y a toujours, il y a toujours, dans les cartons européens, un certain nombre de projets qui sont inquiétants. Le dernier projet c'est l'European grid package. Ça coûterait 730 milliards d'euros d'interconnexion frontalière.

Alors, comprenez-moi bien, moi je n'ai jamais, contrairement à d'autres, souhaité sortir du marché européen. Jamais. Les interconnexions physiques, elles existent. En plus, on est exportateur, donc on se pénaliserait. Mais le projet là dont je vous parle, c'est autre chose. C'est l'Europe qui deviendrait maître du jeu en matière d'électricité. Et ça, c'est pas tenable. Parce que ça ferait que d'autres pays qui n'ont pas investi comme nous, comme les français, dans notre outil de production dans le nucléaire, quelque part, mettraient la main sur le nucléaire. Et par ailleurs, quand je vous disais tout à l'heure, vous savez, le problème de la modularité, c'est le parc français nucléaire qui devrait, puisque c'est nous qui avons le parc le plus important, qui devrait subir et amortir la plus forte modularité. Ça n'est pas possible. Je veux rappeler que l'article 194 du traité de fonctionnement du UE reconnaît explicitement que le mix énergétique, c'est l'affaire de chaque pays. Il n'y a pas de compétences partagées. C'est la compétence exclusive des États. Ça, c'est le droit européen, au moment où je vous en parle. Et le traité d'orotome impose à l'Union de favoriser le développement du nucléaire. Plus personne n'en parle. Mais ce traité n'a pas été abrogé. Il est toujours en place. Donc, hors de question qu'on soumette à l'Europe notre outil et notre appareil de production

industrielle. C'est trop important. Enfin, un point dont on ne parle pas suffisamment. Aujourd'hui, on voit bien les ingérences d'un certain nombre de pays. On voit les risques, les cyber risques.

J'ai passé mes 15 premières années de ma vie parlementaire à être un des spécialistes sur les

télécoms et le numérique. Je me souviens très bien, il n'y a pas très longtemps, dans les années 2015 et 2018,

du débat qu'on a eu sur les télécoms et sur l'usage des technologies chinoises, sur notamment les technologies Huawei. Il y a eu une décision qui a été prise parce qu'on savait parfaitement que les télécommunications, c'est un réseau stratégique, c'est une infrastructure essentielle. Vous imaginez bien ce que je vous dis, c'est que l'électricité, c'est une infrastructure essentielle. C'est un réseau essentiel. Des pays comme les pays baltes sont en train de prendre des décisions. La Lituanie a été la première à prendre ce genre de dissuasion. Ce que l'on a fait en télécom, il faut le faire aussi, en matière d'électricité de réseau électrique. Il faudra le faire. On sait déjà qu'une activation coordonnée depuis la Chine pourrait mettre en rade notre réseau demain. Ce n'est pas possible. 70 % des onduleurs photovoltaïques qui sont connectés, pas seulement au réseau français, aux réseaux européens. 70 % des onduleurs, mais il y a des interconnexions, sont des onduleurs qui viennent de Huawei ou de Sungrow et qui sont pilotables à distance depuis la Chine.

Franchement, on va discuter de la loi de programmation militaire si on n'est pas capable de se protéger alors qu'on sait parfaitement que l'hybridité désormais de la guerre, ça passera par les réseaux, ça passera par la numérique. Qu'est-ce que cherche à faire la Russie actuellement en bombardant les centrales électriques ? Voilà, il n'y a plus besoin de bombarder les centrales électriques demain. Il suffira de passer par les réseaux. Et je trouve qu'en France, il faudra une mission et une doctrine pour qu'on ait un audit de notre propre réseau pour qu'on puisse s'assurer de sa robustesse. Et enfin, je porterai les stocks stratégiques d'uranium naturel, évidemment tant qu'on n'a pas un projet quatrième génération, à cinq années. Les Chinois sont à dix ans. Je pense que ce n'est pas nécessaire d'aller jusqu'à dix ans, mais aujourd'hui, nous, en France, on est à deux ans. L'idée, c'est de faire plus que de les doubler. On le peut. Traditionnellement, vous voyez, on avait Orano maintenant, mais la Kojima jadis, une des mines d'uranium les plus fécondes pour notre propre besoin, nos propres besoins, c'était le Niger. Je ne vous explique pas ce qui est devenu du Niger. Donc, bien sûr, il y a la perspective de la quatrième génération, mais je pense que l'indépendance nationale, la question de la souveraineté nous commande de pouvoir porter à cinq ans nos stocks d'uranium. Voilà, pour conclure, trois impératifs, trois objectifs,

une électricité bon marché, et c'est possible. Et c'est possible.

Ensuite, décarboner pour tenir compte, évidemment, du réchauffement climatique. Et enfin, souveraine. L'indépendance nationale, c'est absolument fondamental, que ce soit vis-à-vis des visées européennes qui pourraient être destructrices. On a bien vu les mauvais choix européens depuis une vingtaine d'années. On parlait tout à l'heure du projet RQ du démembrement, mais il y en a eu bien d'autres. Et ça, c'est fondamental, puisque la électricité, c'est quand même le centre de notre économie.